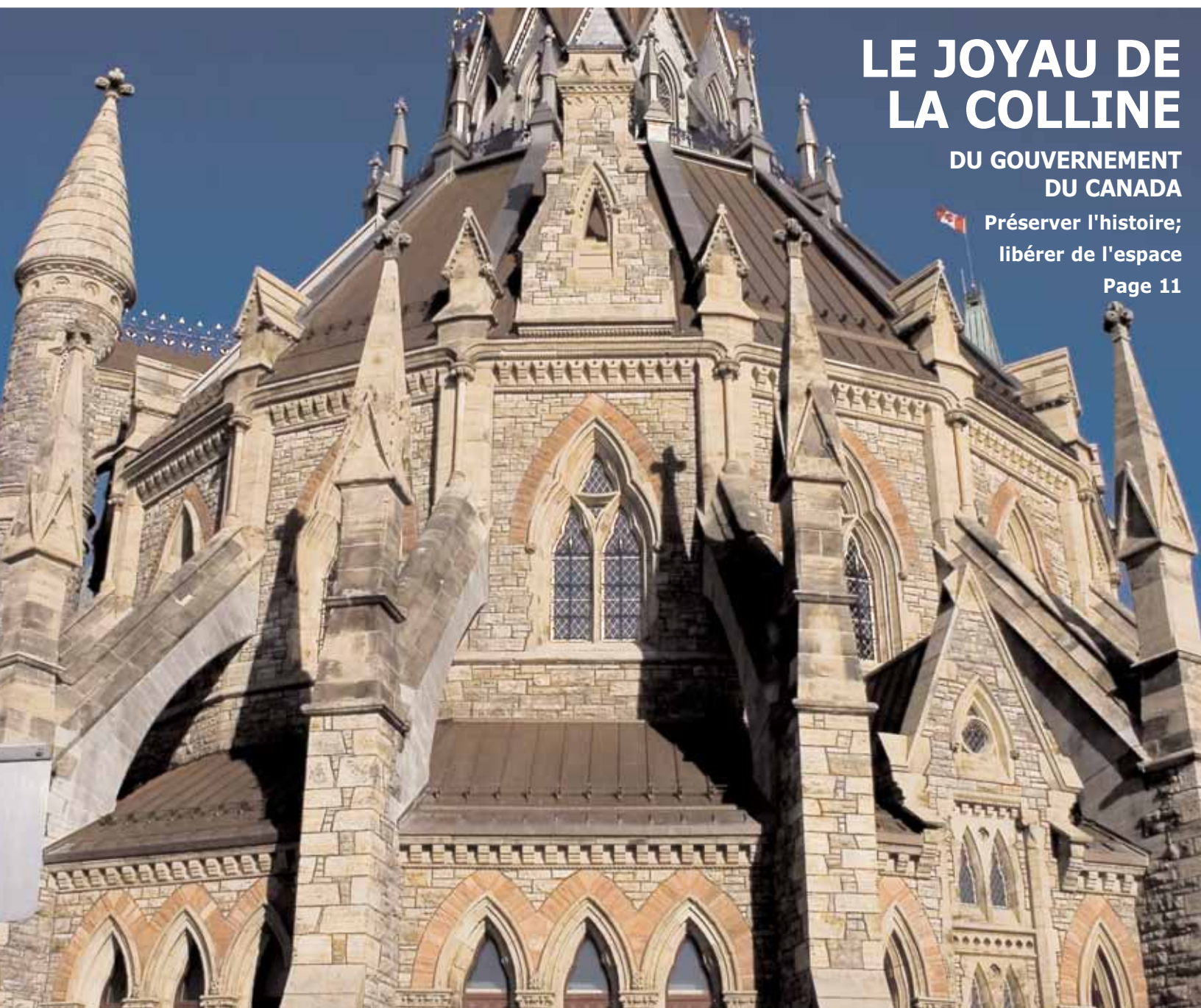




FAIRE AFFAIRE


avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Été 2006



LE JOYAU DE LA COLLINE

DU GOUVERNEMENT
DU CANADA

 Préserver l'histoire;
libérer de l'espace
Page 11



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada

FAIRE AFFAIRE



APPROVISIONNEMENT RAPIDE POUR PROTÉGER LES SOLDATS CANADIENS
PAGE 10

Défense nationale - Combat Camera: AR2005-A01-385



8

Défense nationale



5

TPSGC

Un juste équilibre : Le SSI contribue à protéger la sécurité nationale et à catalyser l'économie

TPSGC protège les biens les plus sensibles du Canada et veille à ce que la passation des marchés publics soit régie par des mesures de sécurité adéquates.

Comment obtenir du succès

TPSGC travaille en collaboration avec Affaires indiennes et du Nord Canada et les Premières nations en vue de transférer aux Premières nations de la Colombie-Britannique la propriété de barrages remis en état et de permis d'utilisation des eaux appartenant au gouvernement fédéral. **3**

Le BPME étend ses services à l'échelle du Canada

Le Bureau des petites et moyennes entreprises met sur pied des bureaux régionaux dans l'ensemble du pays. **4**

Besoin d'aide en matière d'écologisation des opérations gouvernementales?

Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales a rédigé un guide à l'intention des ministères et des organismes pour les aider à respecter l'environnement dans le cadre de leurs activités. **4**

La technologie du système mondial de localisation pour la cartographie du Puissant Fraser

La vitesse et l'exactitude sont les caractéristiques distinctives d'un nouveau service du système mondial de localisation (GPS) que TPSGC et le district régional du Grand Vancouver et les municipalités qu'il regroupe ont récemment mis au point.

Établir les paramètres de la certification : pour améliorer le rendement des entreprises

Les entreprises qui répondent aux normes rigoureuses de l'Organisation internationale de normalisation offrent tout simplement un meilleur rendement. **6**

Mise à jour : L'École de la fonction publique du Canada

L'École de la fonction publique du Canada a fait appel aux multiples services de TPSGC pour l'aider à intégrer les 250 nouveaux employés de l'École, qui est en pleine croissance, et à répondre aux besoins des fonctionnaires qui utiliseront ses installations pour suivre une formation. **7**

Le joyau de la colline

En tant que gardien officiel des édifices du Parlement, TPSGC a entrepris un projet de grande envergure qui vise à préserver et à améliorer la Bibliothèque du Parlement pour le bénéfice des générations futures. **11**

Faire affaire, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html.

Faire affaire vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles, à l'adresse suivante : Joe Boulé; rédacteur, **Faire affaire**, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau, (Québec), K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2006) ISSN 1201-7450

COMMENT OBTENIR DU SUCCÈS

TPSGC ET LE MAINC TRANSFÈRENT DES PERMIS D'UTILISATION DES EAUX ET LA PROPRIÉTÉ DE BARRAGES À DES GROUPES DES PREMIÈRES NATIONS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

La Région du Pacifique de TPSGC et le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC) travaillent avec les Premières nations de la Colombie-Britannique à un projet de coopération en vue de transférer aux Premières nations participantes presque 750 permis d'utilisation des eaux et la propriété de plus de 40 barrages remis en état appartenant au gouvernement fédéral.

« Il s'agit d'une franche réussite », déclare Vince Hart, gestionnaire de la Direction de l'environnement et des ressources naturelles du MAINC, et négociateur dans le cadre du programme portant sur la remise en état des barrages et du transfert des permis d'utilisation des eaux. « Nous avons travaillé ensemble selon un modèle de faible coût en vue de négocier et de mettre en œuvre plus de 40 ententes avec les Premières nations de la Colombie-Britannique sur une période de quatre ans. Ce travail, d'une réelle importance, a été couronné de succès. »

« TPSGC a joué un rôle essentiel », affirme Adrian Joseph, ingénieur de district pour l'unité spécialisée de TPSGC au MAINC. Le Ministère s'occupe, au nom du MAINC, de la consultation, de la passation de marchés, des aspects techniques et des coûts liés à la construction des barrages. Le projet, qui a commencé en 2002, est le premier du genre au Canada.

« Les Premières nations qui ont démontré de l'intérêt trouveront beaucoup d'avantages à être propriétaires de leurs propres installations », indique M. Joseph. « Elles recevront des fonds pour l'entretien des barrages et leurs installations seront remises en état de façon à respecter les normes de construction de 2006. C'est très important. Nous avons aussi donné la priorité aux structures à risque élevé et nous avons traité celles-ci en premier. »

C'est en 2000 que la Région du Pacifique de TPSGC a, pour la première fois, porté à l'attention du MAINC l'état des



Les barrages remis en état, qui sont situés dans une région pittoresque de la C.-B., seront cédés aux Premières nations dans le cadre d'un projet de collaboration d'AINC, de la Région du Pacifique de TPSGC et des Premières nations.

TPSGC

barrages fédéraux à la suite de la publication d'un rapport détaillé sur l'état de tous les barrages d'irrigation connus dans la province. C'est à partir de ce rapport que le projet est né et a pris de l'ampleur.

« Nous travaillons à rendre ces barrages conformes aux normes de construction actuelles en nous fondant sur des études hydrologiques, des études sismologiques et sur d'autres études », explique M. Joseph. « Jusqu'ici, nous avons remis en état près de 24 barrages, dont certains datent d'avant les années 1920. »

Les personnes qui ont été associées à ce projet disent que TPSGC a fait un travail remarquable.

« Tous les projets de barrage terminés que j'ai vus sont vraiment bien faits », dit Will Jolley, responsable de la sécurité des barrages au ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique. « On a choisi des personnes qualifiées pour faire le travail et la sécurité des barrages a été grandement améliorée. »

Le ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique aide à gérer les questions touchant la sécurité et l'environnement des travaux de remise en état des barrages et collabore aussi à la formation des groupes des Premières nations.

Le MAINC transférera les permis et la propriété des barrages remis en état directement aux groupes des Premières nations. Jusqu'ici, la moitié des permis d'utilisation des eaux et 80 p. 100 des barrages remis en état ont été transférés aux groupes des Premières nations. C'est le gouvernement fédéral qui avait construit les barrages et qui gérait les permis d'utilisation des eaux.

La remise en état des barrages selon les normes de construction actuelles représente un exploit technique impressionnant qui a été bien accueilli par les professionnels du milieu. Le travail effectué par M. Joseph, au nom de TPSGC, a été reconnu à la conférence de l'Association canadienne des barrages, qui a eu lieu à Ottawa en 2004 et à Calgary en 2005. Son travail sera aussi souligné à la prochaine conférence qui se tiendra à Québec, en octobre 2006.

« Je me réjouis de voir que les installations ont été modernisées pour pouvoir respecter les normes de construction appropriées », souligne M. Joseph. « Il est également encourageant de savoir que leur propriété a été cédée aux Premières nations, conformément à la négociation de divers traités. »

FA

Pour plus de renseignements sur le projet de remise en état des barrages, veuillez communiquer avec Adrian Joseph au 604-666-4761.



LE BPME ÉTEND SES SERVICES À L'ÉCHELLE DU CANADA

Dans le cadre du Plan d'action du gouvernement relatif à la *Loi fédérale sur la responsabilité*, le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) de TPSGC étend ses services en ouvrant des bureaux régionaux à Halifax, à Montréal, à Toronto, à Edmonton et à Vancouver, ainsi qu'un autre bureau à Ottawa.

Important engagement à l'égard des PME, les nouveaux bureaux régionaux permettront à ces entreprises de trouver des réponses à leurs préoccupations. Avec la présence pancanadienne du BPME, le gouvernement s'assure que les petits fournisseurs de partout au pays sont dûment pris en considération comme soumissionnaires à des appels d'offres du gouvernement.

Fournisseurs de services d'information, d'orientation et de formation, les nouveaux bureaux régionaux collaboreront avec les PME à l'amélioration des politiques et des pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement.

« Grâce à ces bureaux régionaux, TPSGC pourra communiquer directement avec les fournisseurs et ainsi mieux comprendre les conséquences de la transformation de nos activités », indique le directeur général du BPME, Marshall Moffat. « Nous pouvons par-dessus tout jouer un rôle actif en donnant aux petits fournisseurs de la formation sur les processus de passation des marchés, en leur fournissant des renseignements détaillés et en collaborant avec eux pour qu'ils soient prêts à entrer en concurrence pour l'obtention de marchés publics. »

Ce n'est pas d'hier que TPSGC s'emploie à se rapprocher des PME. À l'automne 2005, le Ministère a mené des consultations auprès de petites entreprises des quatre coins du pays afin de cerner leurs préoccupations, de connaître les incidences que pourraient avoir, selon elles, les changements apportés aux approvisionnements et de favoriser la formulation de recommandations.

Il est ressorti des consultations que l'accès aux marchés publics est l'une des principales préoccupations des PME.

Pour remédier à la situation, TPSGC a lancé le site Web Services professionnels en ligne (SP en ligne), qui remplace l'ancien arrangement en matière d'approvisionnement Services professionnels en informatique. Grâce aux SP en ligne, les PME désireuses de fournir des services professionnels ont maintenant un accès direct aux marchés publics. **FA**

Pour en savoir plus sur les résultats des consultations tenues par TPSGC dans l'ensemble du pays à l'automne 2005, visitez le www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/sme

Les PME désireuses d'en savoir plus sur le processus d'approvisionnement peuvent visiter le site Web d'Accès entreprises Canada à l'adresse suivante : www.contratscanada.gc.ca

Pour vous renseigner au sujet de la *Loi fédérale sur la responsabilité*, du Plan d'action du gouvernement et des changements apportés au processus d'approvisionnement, visitez le www.faa-lfi.gc.ca

Pour plus de renseignements sur les Services professionnels en ligne, visitez le www.tpsgc.gc.ca/approvisionnements/text/ps/online-f.html



BESOIN D'AIDE EN MATIÈRE D'ÉCOLOGISATION DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES?

Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales de TPSGC a rédigé un guide à l'intention des ministères et des organismes qui élaborent des stratégies visant à assurer des opérations respectueuses de l'environnement.

Le document *Écologisation des opérations gouvernementales : Document d'orientation à l'intention des organismes qui élaborent des stratégies de développement durable (2007-2009)* est un guide utile qui donne un aperçu de la façon :

- de fixer des objectifs en matière de développement durable;
- d'établir des mesures de rendement;
- de déterminer les secteurs où il faudrait concentrer les efforts d'écologisation.

Tous les trois ans, 35 ministères et organismes déposent leur stratégie de développement durable devant le Parlement. Chacune de ces stratégies reflète les grandes lignes du programme d'écologisation du gouvernement. De plus, tous les ministères et organismes sont tenus de rendre compte de leur rendement en matière d'environnement dans la section Stratégie de développement durable du Rapport ministériel sur le rendement. **FA**

Pour consulter le guide Écologisation des opérations gouvernementales, visitez le www.tpsgc.gc.ca/ecologisation



LA TECHNOLOGIE DU SYSTÈME MONDIAL DE LOCALISATION POUR LA CARTOGRAPHIE DU PUISSANT FRASER AMÉLIORATION DE LA COLLECTE DES DONNÉES RELATIVES À UNE ARTÈRE ÉCONOMIQUE

La vitesse et l'exactitude sont les caractéristiques distinctives d'un nouveau service lié au système mondial de localisation (GPS). Ce service a récemment été mis au point par TPSGC et le district régional du Grand Vancouver et les municipalités. Il regroupe un partenariat entre quatre ordres de gouvernement et le secteur privé pour s'assurer que la collecte des données le long du fleuve Fraser est opportune et exacte.

Le Service GPS en temps réel est une technologie de pointe qui permet aux utilisateurs d'accéder en direct à des données diffusées par l'une des cinq stations GPS de référence exploitées en continu. Ce nouveau service compte l'un des premiers systèmes satellitaires complets du genre au Canada. Grâce à ce service, on pourra améliorer la vitesse et l'exactitude de la collecte des données destinées à des domaines comme la construction, l'arpentage officiel, la cartographie sur SIG (système d'information géographique), la gestion des biens et les travaux de génie.

Dans la Région du Pacifique, la nouvelle technologie GPS permet à la Section des services maritimes de TPSGC d'améliorer la vitesse et l'exactitude de la collecte des données de levés hydrographiques exécutés dans le fleuve Fraser pour le compte de son client, la Section du développement des voies navigables de la Garde côtière canadienne.

« Les données hydrographiques que nous recueillons depuis nos navires permettent la cartographie du lit du fleuve, la détermination de la profondeur de l'eau et la mesure des courants », affirme Gouin Barford, chef de la Section du génie maritime de TPSGC dans la Région du Pacifique. « Ce sont des éléments d'information essentiels pour la surveillance du chenal du fleuve Fraser destiné au transport maritime hauturier et pour l'aide à la navigation des navires océaniques qui l'empruntent. »

Les stations GPS de référence sont dispersées dans la région des basses-terres continentales avoisinant Vancouver et permettent un positionnement tridimensionnel en temps réel, qui est précis à quelques centimètres près. Cela signifie que les utilisateurs munis d'un instrument GPS peuvent tracer leur position géographique (coordonnées horizontales et verticales) avec beaucoup d'exactitude lorsqu'ils se trouvent à moins de 20 kilomètres d'une des stations de référence de la région des basses-terres continentales.

« Le nouveau système réduit le temps qu'il faut passer sur le terrain ainsi que le temps de traitement, tout en permettant une amélioration de l'exactitude des données », indique Mick Mills, gestionnaire de l'Unité des levés hydrographiques sur le Fraser.

Par exemple, pendant la crue printanière – lorsque le débit de l'eau acheminée à l'océan par le Fraser augmente – le cours d'eau devient moins profond en raison de l'accumulation rapide de sédiments dans son lit. Le fleuve peut alors devenir dangereux pour la navigation. Grâce au nouveau système GPS, l'équipe de levés hydrographiques peut en un jour dresser un plan d'un tronçon de chenal d'une longueur de 2 kilomètres et fournir le lendemain par voie électronique cette information à la Garde côtière canadienne.

« Cela nous permet de remettre aux

lamaneurs des tracés du cours d'eau moins de 48 heures après l'achèvement du levé », fait remarquer M. Mills.

Par ailleurs, le Service GPS en temps réel procure des avantages comme une réduction des dépenses relatives aux levés directs (utilisés par les arpenteurs comme points de référence) et la possibilité de prolonger les levés hydrographiques dans des secteurs où il était auparavant difficile d'effectuer des levés directs.

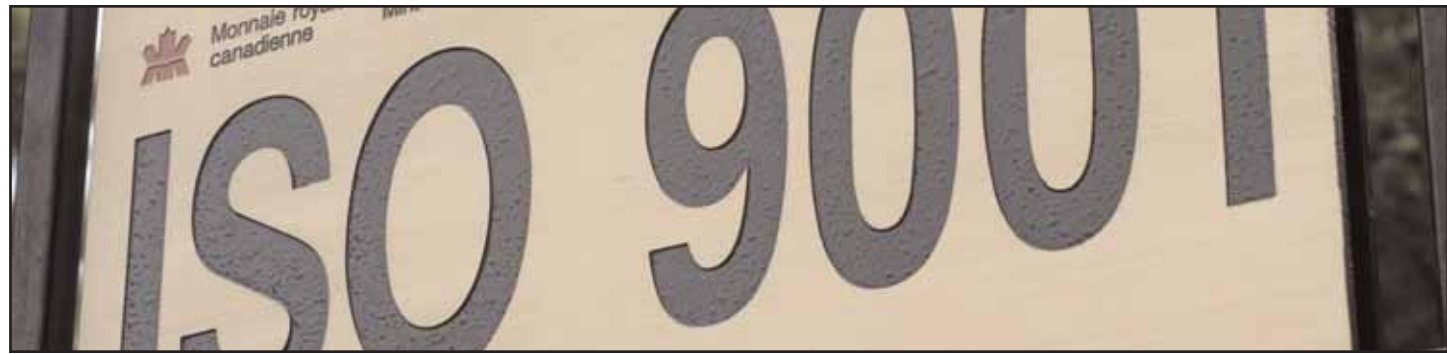
« En plus d'améliorer l'exactitude et de réduire les délais d'exécution, le système nous a permis d'étendre la couverture globale et d'accroître le nombre de levés de surveillance sans augmenter notre budget », explique Wayne Dutchak, surintendant du Développement des voies navigables à la Garde côtière canadienne.

Avant la mise au point de cette technologie, les municipalités de toute la région des basses-terres continentales devaient dériver leurs coordonnées géographiques de plus de 13 000 bornes d'arpentage dont le maintien en bon état exigeait un entretien régulier.

Ce service de géoréférencement marque l'avènement d'une nouvelle ère de collecte des données à peu de frais en temps réel. Ainsi, les anciennes bornes d'arpentage pourront être éliminées progressivement, ce qui réduira les coûts d'entretien pour les municipalités. **FA**



Le navire hydrographique « MV Profiler » de TPSGC qui utilise le service GPS cinématique en temps réel dans le district régional du Grand Vancouver pour surveiller le chenal du fleuve Fraser destiné au transport maritime hauturier.



ÉTABLIR LES PARAMÈTRES DE LA CERTIFICATION : POUR AMÉLIORER LE RENDEMENT DES ENTREPRISES

Qu'elles exercent leurs activités dans le secteur public ou dans le secteur privé, les entreprises qui possèdent un système de gestion simplifié répondant aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), lesquelles sont reconnues à l'échelle internationale, offrent tout simplement un meilleur rendement. Voilà pourquoi les organisations canadiennes ont de plus en plus recours à l'expertise et à l'expérience de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) de TPSGC pour obtenir une certification en vertu de ces normes. Dans le marché multinational d'aujourd'hui, les conseils de l'ONGC en vue de la certification selon la norme ISO 9001:2000 sont certainement perçus comme un atout.

« Les organisations qui mettent en œuvre un système de gestion de la qualité conforme à la norme ISO 9001 constatent une simplification et une efficacité accrues sur le plan de leurs activités », souligne Penny Silberhorn, gestionnaire de la Division de l'évaluation de la conformité, à la Direction générale des approvisionnements. « Les processus superflus sont éliminés, ce qui permet au personnel d'exécuter des tâches plus pertinentes et aux gestionnaires d'assurer le contrôle et la cohérence des opérations. Il en découle une diminution des coûts puisque les processus sont réalisés plus rapidement et à moindre coût. »

L'ONGC est un organisme de services communs exploité en tant qu'organisme de certification indépendant dans les domaines des systèmes de gestion de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité au travail, et de la sécurité alimentaire. Grâce aux conseils qu'il prodigue aux entreprises canadiennes et aux ministères à l'égard du processus de certification selon la norme ISO 9001, l'ONGC les aide à améliorer leurs opérations à court terme, tout en leur proposant d'adopter un cadre de gestion global qui profite à tous ceux qui visent l'excellence.

Du point de vue des ministères, la certification ISO illustre leur

engagement envers la responsabilisation, l'efficacité et la cohérence dans l'ensemble du gouvernement. Elle démontre à la population canadienne que le système de contrôle fonctionnel et garantit que des améliorations sont continuellement apportées. De plus, puisque l'ONGC est un organisme gouvernemental, il offre de précieux services fondés sur sa compréhension du fonctionnement des autres ministères.

« Puisque la norme ISO 9001 apporte davantage de rigueur aux processus opérationnels, elle accroît la responsabilisation », affirme Churchill Firth, gestionnaire de la qualité de la Direction générale des biens immobiliers, dans la Région de l'Atlantique, dont la Direction a été certifiée pour la première fois en septembre 2001. « Nous sommes enchantés par les résultats. Nous avons consigné nos processus, c'est-à-dire que nous les avons classés dans un diagramme, tandis qu'auparavant, ils étaient plutôt désorganisés. Nous

avons aussi amélioré la gestion de nos dossiers, augmenté le rythme auquel nous améliorons nos activités et accru notre responsabilisation. »

CORCAN, un programme clé de réhabilitation de Service correctionnel Canada, offre de la formation professionnelle aux contrevenants des établissements correctionnels fédéraux et leur permet d'acquérir des compétences liées à l'emploi grâce à la fabrication de produits. Certifiée selon la norme ISO 9001 depuis 2000, la

région des Prairies de CORCAN vend principalement ces produits à d'autres ministères. Les pressions accrues exercées par des ministères l'ont poussée à faire appel à l'ONGC en vue d'obtenir la certification selon la norme ISO 9001; elle a malgré tout tiré de nombreux avantages de cette expérience.

« Nous exerçons maintenant un meilleur contrôle sur notre façon de faire », indique John French, ingénieur en chef de la région des Prairies de CORCAN. « Auparavant, nos mesures correctives avaient pour but de réagir; maintenant, nous

prenons les problèmes qui surviennent dans un contexte plus large. Au lieu de régler les problèmes de façon ponctuelle, nous cherchons la source des problèmes et nous tentons d'améliorer le système de sorte qu'ils ne se reproduisent plus jamais. Chaque problème représente une occasion d'augmenter la satisfaction de notre clientèle. »

M. French cite à titre de principaux avantages de la certification selon la norme ISO 9001 l'amélioration du processus de passation de marchés et l'adoption d'un système qui permet de définir clairement les attentes de la clientèle.

Les entreprises du secteur privé profitent de l'avantage concurrentiel apporté par la certification selon la norme ISO 9001:2000 sur le marché mondial, fait observer M^{me} Silberhorn. Dans certains secteurs et pour certains clients, la certification du système de gestion de la qualité par un organisme gouvernemental tel que l'ONGC est un atout.

ISO 14001 – la norme environnementale

L'ONGC peut aider les organisations à améliorer autre chose que leurs systèmes de gestion de la qualité. La norme ISO 14001 est devenue la norme la plus généralement reconnue en matière de systèmes de gestion de l'environnement dans le monde pour les organisations qui cherchent à démontrer leur engagement envers l'environnement. Depuis quelques années, le nombre de certifications selon la norme ISO 14001 par l'entremise de l'ONGC a monté en flèche : l'ONGC a récemment procédé à la certification de la cale sèche commerciale de la côte Ouest de l'Amérique du Nord. **FA**

Pour obtenir plus de renseignements sur l'Office des normes générales du Canada et sur la façon dont les entreprises peuvent tirer profit de son expertise en matière de certification et de qualification, veuillez visiter le site à l'adresse suivante : www.ongc.gc.ca

Qu'est-ce que l'ISO?

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) est un organisme non gouvernemental qui établit des normes (spécifications et critères) à l'égard d'une multitude de produits et de services offerts par les entreprises et l'industrie. Les organisations ayant une désignation ISO respectent certaines normes reconnues à l'échelle internationale pour ce qui est de la gestion et de la production, ainsi que les règlements applicables, de façon à garantir la qualité de leurs produits et services et la satisfaction de leur clientèle. La désignation est un dénominateur commun qui rapproche les fournisseurs et les consommateurs en les dotant d'un langage unique pour favoriser la rapidité et l'efficacité des échanges commerciaux et de l'accès à plus de 150 marchés qui ont recours aux normes ISO dans le monde.

MISE À JOUR : L'ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA AIDE À UNE ÉCOLE EN PLEIN ESSOR AYANT BESOIN DE PLUS GRANDS LOCAUX

TPSGC dirige un projet complexe auquel participe l'École de la fonction publique du Canada (EFPC).

En raison de nouvelles initiatives d'apprentissage et de l'ajout de cours obligatoires, l'EFPC a fait appel aux multiples services de TPSGC pour l'aider à intégrer les 250 nouveaux employés de l'École en pleine croissance et répondre aux besoins des fonctionnaires qui utiliseront ses installations pour suivre une formation.

Même si le projet est permanent, TPSGC a, jusqu'à maintenant, mis en place des locaux à court et à long terme pour les employés supplémentaires de l'École. « Nous avons pu négocier une entente avec l'Agence du revenu du Canada, l'ancien occupant de l'édifice Place Cartier situé à Gatineau (Québec), pour qu'elle laisse derrière le mobilier, le système de sécurité et le câblage existant », explique Susanne Canadien, chef de projet au nom de TPSGC.

« Cette entente a permis de générer des économies immédiates de près de un million de dollars. » Pour mener à bien ce projet complexe, M^{me} Canadien a fait appel à des experts de tous les secteurs du Ministère. « Notre équipe se compose d'un agent de liaison pour chacun des secteurs d'activité », ajoute M^{me} Canadien. « Chaque groupe a joué un rôle de premier plan pour que nous puissions répondre à la demande dans le respect des délais et du budget. »

TPSGC a également négocié avec d'autres ministères une entente concernant l'utilisation, sans frais, de salles de formation supplémentaires requises par l'École. L'utilisation de ces installations, au lieu de salles louées dans un hôtel, par le personnel de l'École pour donner des cours permettra de réaliser des économies de l'ordre de 40 000 \$ sur une période de trois mois.

Grâce à la prestation de services clés en main, y compris le soutien bureautique en TI et les services de TI, TPSGC pourra continuer d'assurer un service ininterrompu et intégré à l'École. **FA**

Susanne Canadien, chef de projet au nom de TPSGC, est responsable de la coordination d'un ensemble de services entièrement intégrés pour l'École de la fonction publique du Canada.



UN JUSTE ÉQUILIBRE : LE SSI CONTRIBUE À PROTÉGER LA SÉCURITÉ NATIONALE ET À CATALYSER L'ÉCONOMIE

Saviez-vous que TPSGC est chargé de protéger les biens les plus sensibles du gouvernement et de veiller à ce que la passation des marchés publics soit régie par des mesures de sécurité adéquates? Au dire de M. Gerry Deneault, directeur général du Secteur de la sécurité industrielle (SSI), il est évident que le SSI mérite d'avoir une plus grande visibilité.

« TPSGC a un solide Programme de sécurité industrielle dont les employés peuvent être très fiers », mentionne M. Deneault. « En plus de contribuer à la sécurité des Canadiens et des Canadiennes, le Programme crée des débouchés au Canada et à l'étranger et appuie tout le secteur canadien de la machinerie industrielle. »

Relevant du Programme de sécurité industrielle, le SSI veille à ce que des mesures de sauvegarde appropriées soient en place pour les renseignements protégés et classifiés ayant trait aux contrats du gouvernement du Canada attribués à des entreprises privées. Au bout du compte, toutes les parties intéressées

profitent de retombées considérables. Grâce à de solides mesures de protection, le SSI, qui célèbre cette année le 65^e anniversaire de sa création, permet aux entreprises canadiennes de soumissionner l'obtention de contrats classifiés en pays étrangers, tout en maintenant la confiance des pays membres de l'OTAN et d'autres alliés du Canada relativement à la façon de traiter les renseignements classifiés.

« Nous sommes la plus importante organisation d'approvisionnement au gouvernement du Canada. Il va de soi que nous soyons responsables du Programme », affirme M. Deneault, qui s'empresse d'ajouter que le SSI protège des milliards en échanges commerciaux

annuels avec les États-Unis, qui, autrement, s'envoleraient en fumée.

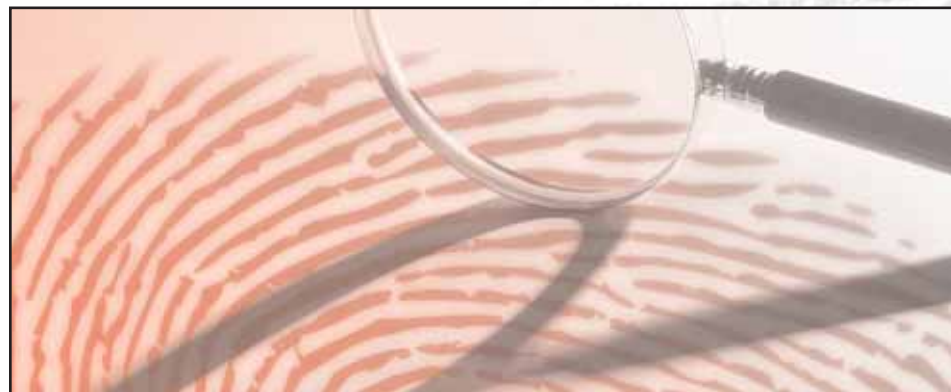
Les activités du SSI consistent en la protection des renseignements susceptibles de constituer une menace à la sécurité nationale s'ils devaient aboutir dans les mains des mauvaises personnes. C'est pourquoi, chaque fois que TPSGC lance un appel d'offres visant l'attribution d'un contrat renfermant des renseignements de nature délicate (par exemple un contrat de développement de systèmes de ciblage pour les forces armées), le SSI intervient pour s'assurer que tous les soumissionnaires disposent des habilitations de sécurité nécessaires à l'obtention du contrat. À ce jour, 9 500 entreprises – des entrepreneurs individuels jusqu'aux sociétés multinationales – sont enregistrées auprès du SSI.

« Il s'agit là d'un très grand nombre par habitant », souligne M. Albert Bissonnette, directeur de la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale, qui relève du SSI. « La Nouvelle-Zélande, qui compte huit fois moins d'habitants que le Canada, possède un programme similaire, auquel 132 entreprises sont enregistrées. »

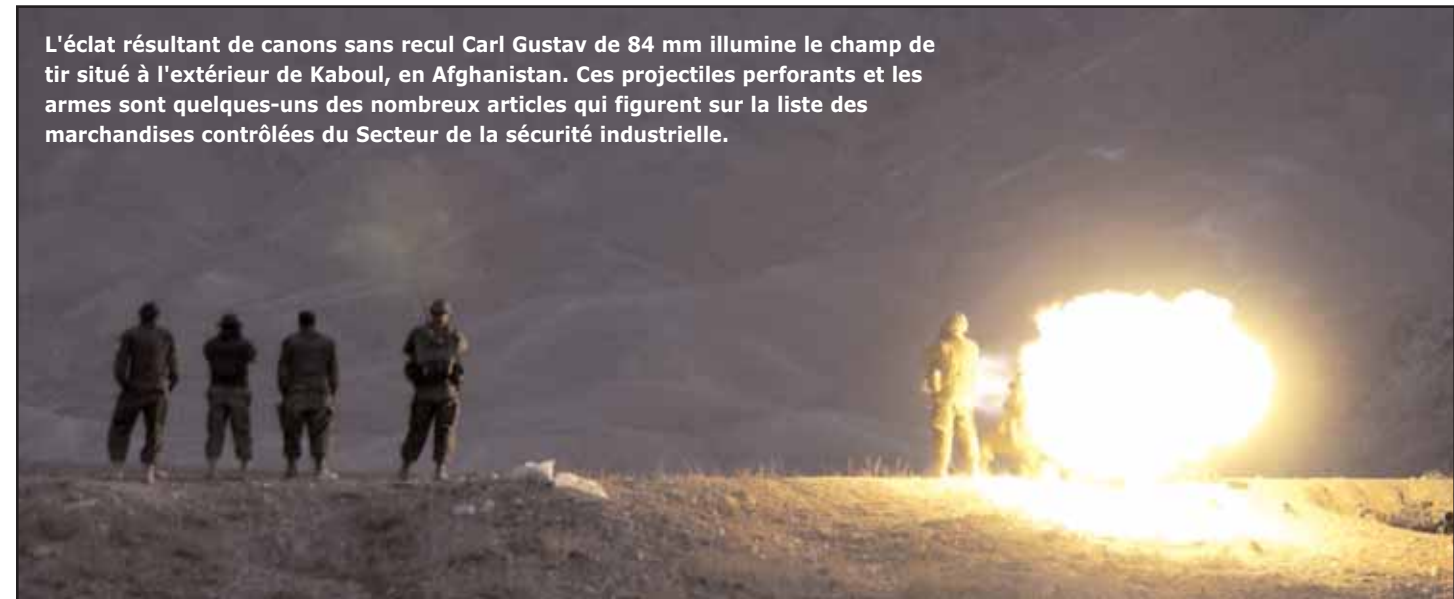
Le SSI traite plus de 90 000 habilitations de sécurité par année, lesquelles s'ajoutent à une base de données comptant plus de 340 000 habilitations personnelles. De plus, le Secteur procède à 2 000 inspections sur place par année pour s'assurer que tous les documents de nature délicate entre les mains d'une entreprise privée sont protégés de manière adéquate.

« En plus de contribuer à la sécurité des Canadiens et des Canadiennes, le Programme... appuie tout le secteur canadien de la machinerie industrielle »

Gerry Deneault, directeur général,
Secteur de la sécurité industrielle



photos.com



L'éclat résultant de canons sans recul Carl Gustav de 84 mm illumine le champ de tir situé à l'extérieur de Kaboul, en Afghanistan. Ces projectiles perforants et les armes sont quelques-uns des nombreux articles qui figurent sur la liste des marchandises contrôlées du Secteur de la sécurité industrielle.

Défense nationale - Caméra de combat : IS2003-8035

Avoir les marchandises contrôlées à l'œil

Le SSI assure également la sécurité des marchandises contrôlées au Canada, notamment des armes antichars, certains agents chimiques et biologiques et même des aéronefs. Le Secteur doit veiller à ce que toutes les organisations susceptibles d'examiner, de posséder ou de transférer ce type de marchandises soient enregistrées auprès de TPSGC et procèdent à des inspections courantes pour assurer la sécurité des marchandises.

« Ces marchandises sont protégées parce qu'elles pourraient constituer une menace à la sécurité de la population canadienne, de nos voisins américains et d'autres alliés si elles devaient aboutir dans les mains des mauvaises personnes. Il s'agit d'une lourde responsabilité en matière de sécurité publique que TPSGC prend très au sérieux », affirme M. Deneault.

L'avenir s'annonce fort occupé pour le SSI. En effet, il continuera de jouer un rôle important pour assurer la sécurité intérieure et la prospérité du Canada. « Comme nous sommes plus que jamais axés sur le service à la clientèle, notre crédibilité ne cesse de s'accroître », souligne M. Deneault. Selon ce dernier, la rationalisation prévue du processus d'autorisation sécuritaire des autres

ministères et organismes fédéraux permettra d'accélérer davantage le travail du SSI. Parmi les autres changements à venir, mentionnons l'établissement d'une base de données accessible aux entreprises privées qui souhaitent vérifier la validité de leurs habilitations de sécurité. Enfin, deux autres priorités majeures ont été fixées : accroître l'échange de renseignements avec le secteur privé et faire connaître le SSI.

« Un grand nombre de petites entreprises ignorent qu'elles ne peuvent pas présenter des soumissions à l'égard de marchés si elles ne possèdent pas les habilitations de sécurité nécessaires, non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger », explique M. Deneault.

« Nous devons faire savoir à l'industrie qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un contrat pour obtenir une habilitation de sécurité de TPSGC; il suffit d'avoir de bons répondants. Le Ministère procédera à une présélection pour permettre à une entreprise d'être en position concurrentielle de présenter des soumissions à l'égard de marchés de nature délicate. »

À une époque où la sécurité nationale domine le programme de tout pays, le SSI prouve qu'une sécurité bien assurée favorise la prospérité des entreprises canadiennes. **FA**

Faits en bref sur le Programme des marchandises contrôlées

La Direction des marchandises contrôlées (DMC) contribue à renforcer les mesures de contrôle relatives au commerce de défense du Canada par l'inscription, la prévention, la dissuasion et la détection, et ce, en réglementant l'accès, la possession et le transfert au Canada de certaines marchandises contrôlées et de technologies contrôlées. La DMC :

- a plus de 2 250 entreprises enregistrées auprès d'elle;
- procède à plus de 1 000 inspections sur place par année;
- atteste plus de 1 000 visiteurs pour des entreprises enregistrées par année;
- participe aux activités suivantes : séminaires sur les contrôles à l'exportation, Exposition CANSEC, TechNet North, Canadian Defence Security and Aerospace Exhibition Atlantic, assemblée générale annuelle et conférence de l'AIAC et Semaine de la sensibilisation à la sécurité du gouvernement du Canada.

APPROVISIONNEMENT RAPIDE POUR PROTÉGER LES SOLDATS CANADIENS

Les soldats des Forces canadiennes travaillant à la stabilisation et à la reconstruction de la région de Kandahar, en Afghanistan, ont récemment reçu de l'aide de TPSGC, sous la forme de nouveaux véhicules de patrouille blindés (VPB).

Les VPB, qui sont essentiels à la sécurité des soldats patrouillant dans la dangereuse région de Kandahar, peuvent résister à des explosions qui, normalement, mettraient hors de combat un char d'assaut. En réponse à une demande urgente du ministère de la Défense nationale (MDN), TPSGC a fait l'acquisition de 50 nouveaux VPB en un temps record et, parallèlement, a contribué à améliorer la sécurité des troupes canadiennes.

Un calendrier très ambitieux a été établi pour s'assurer que les nouveaux VPB étaient expédiés vers l'Afghanistan dans les plus brefs délais. « Comme ces véhicules peuvent faire la différence entre la vie et la mort, il fallait absolument les envoyer aux troupes le plus rapidement possible », dit Mike Leroux, gestionnaire de la Division des véhicules blindés - Prolongation de vie.

Il a fallu huit semaines à TPSGC pour organiser l'appel d'offres et finalement attribuer le contrat de 60,3 millions de dollars à une entreprise privée. Étant donné l'urgence de la situation, les véhicules ont été livrés 75 p. 100 plus rapidement qu'en temps normal. On a du même coup économisé 7,2 millions de dollars sur deux ans.

« Notre équipe de projet chevronnée a lancé un appel d'offres et un processus d'évaluation avant d'attribuer le contrat en un temps record », souligne M. Leroux. « L'équipe a accompli un travail consciencieux et bien dirigé pour fournir ses services le plus rapidement possible, tout en assurant un processus juste, ouvert et transparent, afin que les Forces canadiennes puissent mener leurs opérations dans une certaine sécurité. »

Les soldats canadiens déployés en Afghanistan sont confrontés à une multitude de menaces, y compris le terrorisme, les engins explosifs et les émeutes, et doivent surmonter des situations complexes et très exigeantes dans un paysage varié. Les nouveaux VPB assurent un niveau élevé de protection pour les troupes effectuant des patrouilles et des missions de reconnaissance dans

différents endroits, allant des terrains montagneux aux centres urbains très animés.

Les VPB sont devenus les véhicules polyvalents de choix, car ils assurent une protection accrue contre les mines et contre les engins explosifs et les projectiles. Les VPB sont équipés d'un poste de tir télécommandé doté d'un système de visée de jour et de nuit, ce qui permet aux artilleurs d'utiliser l'arme sans avoir à s'exposer. **FA**



Défense nationale - Caméra de combat : IS2003-2548a

TPSGC appuie les Forces canadiennes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Pour en savoir plus sur les travaux réalisés par le Ministère, veuillez vous rendre à l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa

Pour plus de renseignements sur ce projet, veuillez communiquer avec Mike Leroux, gestionnaire de la Division des véhicules blindés - Prolongation de vie, par téléphone, au 819-956-0213, ou par courriel, à mike.leroux@tpsgc.gc.ca.

Le véhicule de patrouille blindé RG-31

Défense nationale - Caméra de combat : AR2006-H030-0004a

LE JOYAU DE LA COLLINE

Après quatre ans de grands travaux de conservation, de réhabilitation et d'amélioration, la Bibliothèque du Parlement est de nouveau fonctionnelle. En tant que gardien officiel des édifices du Parlement, TPSGC avait entrepris un projet de grande envergure visant la préservation et l'amélioration de cette merveille architecturale pour le bénéfice des générations futures.

Au fil du temps, les effets nuisibles du temps et de la pollution atmosphérique ont contribué à la détérioration de l'édifice. De plus, les besoins en matière de locaux ont changé, le besoin d'entreposer les publications dans un environnement adéquat et d'accéder à des ressources électroniques a augmenté et l'offre de services généraux de la Bibliothèque s'est diversifiée. Par conséquent, le savoir-faire de TPSGC a été mis à profit pour coordonner les travaux de réparation, notamment la préservation de la maçonnerie et le remplacement du toit, visant à agrandir l'espace de travail fonctionnel du personnel de la Bibliothèque.

« Les membres de l'équipe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et de la Bibliothèque du Parlement, les architectes et les ingénieurs, en passant par les maçons et les travailleurs du bois, y compris toutes les personnes de métier que je n'ai pas nommées. La qualité de votre travail et votre dévouement parlent d'eux-mêmes », a déclaré le ministre

Michael M Fortier, qui a pris part à la cérémonie pour transférer officiellement la responsabilité de l'édifice au Parlement.

« L'équipe de projet de TPSGC était composée d'employés dévoués, motivés et fiers des travaux de restauration qu'ils accomplissaient sur cet important édifice historique », explique M^{me} Mary Soper, directrice du projet de rénovation de la Bibliothèque. « Nous avons concentré nos efforts sur l'amélioration à long terme de l'édifice de manière à ce qu'il puisse servir de bibliothèque moderne et fonctionnelle pour encore bien des années. »

Pour s'assurer que la Bibliothèque respecte les normes de sécurité actuelles et puisse répondre aux besoins futurs, il a fallu apporter d'importantes améliorations à sa structure, aux plans d'étage ainsi qu'aux systèmes électriques. Nous avons procédé à la construction de trois nouveaux sous-sols pour abriter la collection de la Bibliothèque et à l'ajout de nouveaux systèmes mécaniques de ventilation et de contrôle de la température pour assurer une protection adéquate des documents. De plus, les systèmes de sécurité et de communication ont été modernisés.

TPSGC a également eu l'occasion d'améliorer d'autres aspects de la Bibliothèque. « Nous en avons profité pour faire le ménage dans les collections de la Bibliothèque, numériser des documents

pour réduire la demande de locaux et moderniser l'édifice de sorte qu'il respecte les normes et les codes actuels en matière de sécurité et d'incendie », mentionne M^{me} Soper. « Nous avons rajouté chaque aspect de l'édifice pour qu'il puisse bien fonctionner pendant encore bien des années. » **FA**

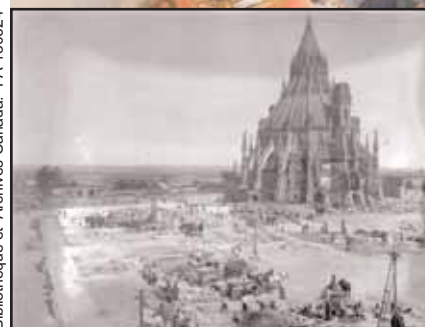
Préserver une partie de l'histoire

Comme la Bibliothèque était la seule partie de l'édifice du Centre à avoir échappé à l'incendie dévastateur de 1916, il a fallu redoubler de précaution dans les travaux de restauration visant à protéger ses caractéristiques uniques. « TPSGC et la Bibliothèque du Parlement ont collaboré étroitement avec Patrimoine canadien et d'autres ministères et organismes fédéraux pour assurer la conservation des détails architecturaux historiques de l'édifice et de ses collections », indique M^{me} Mary Soper, directrice du projet de rénovation de la Bibliothèque.

Le projet s'inspirait des principes de l'approche « d'intervention minimale », qui vise à respecter l'intégrité des édifices historiques. « L'équipe de projet a montré beaucoup de respect à l'égard de la valeur historique de l'édifice et a apporté sa propre touche — pour préserver une partie de l'histoire pour les générations futures », conclut M^{me} Soper.

Pour plus de renseignements sur le projet, visitez le www.collineduparlement.gc.ca

Bibliothèque et Archives Canada: PA-130624



Plan de plongée du parquet mosaïque remis en état de la Bibliothèque
PAGE SUIVANTE : Photo d'extérieur de la Bibliothèque du Parlement
Image, coin supérieur gauche : construction d'origine en 1872
Image, coin inférieur gauche : Réfection du Parlement; la Bibliothèque a été le seul édifice qui a survécu à l'incendie de 1916.

TPSGC

